

**Religion et “idée nationale”
dans la Russie de Poutine**

Alexandre Verkhovski

LES CAHIERS RUSSIE MARIE MENDRAS THE RUSSIA PAPERS

Religion et « idée nationale » dans la Russie de Poutine

Alexandre Verkhovski

N. 3

2006

Les Cahiers Russie - The Russia Papers - 2006

Floriana Fossato, *Vladimir Putin and The Russian Television "Family"*.
N. 1, 2006

Jean-Charles Lallemand, *Biélorussie 2006. Manipulation électorale dans une dictature post-soviétique*.
N. 2, 2006

Alexandre Verkhovski, *Religion et « idée nationale » dans la Russie de Poutine*.
N. 3, 2006

*Alexandre Verkhovski dirige le Centre Sova à Moscou. Pôle majeur de la défense des droits de l'Homme, le centre d'études Sova s'intéresse en priorité aux questions de tolérance religieuse, de nationalisme et de xénophobie dans la Russie contemporaine (www.sova-center.ru). Alexandre Verkhovski a notamment dirigé les ouvrages *Le prix de la haine* et *Les limites de la laïcité* (Moscou, Editions du Centre Sova, 2005).*

Les Cahiers Russie sont publiés par l'Observatoire de la Russie au CERI avec le concours du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Etrangères à Paris. Le contenu de chaque Cahier n'engage que son auteur.

The Russia Papers are published by the *Observatoire de la Russie* at CERI with the support of the Policy Planning Department, Ministry of Foreign Affairs, in Paris. The content of each paper is the sole responsibility of its author

Depuis le début des années 1990, tous les observateurs politiques s'accordent sur le constat suivant : après le démantèlement de l'URSS, la Russie n'a pas su élaborer une vision claire de sa nouvelle identité. Le Président Poutine l'a lui-même admis. Les citoyens éprouvent encore des difficultés à intégrer le fait que la Russie soit un Etat, et non plus un empire¹. On retrouve cette même réticence dans la vision véhiculée par l'élite au pouvoir, une vision communément appelée « idée nationale ».

Ce phénomène s'explique notamment par le fait que la plupart des dirigeants du pays croient moins aux idées qu'à la coercition administrative ou à la propagande. Il est indiscutable que l'une des composantes de l'« idée nationale » est l'opinion selon laquelle la Fédération de Russie doit incarner une forme de continuité avec les puissants empires russes : celui des Romanov et celui de l'époque soviétique. Mais cette opinion est contradictoire en soi, car les héritages de ces deux empires sont trop différents. Ainsi, nombreux sont ceux qui estiment que la religion doit occuper une place importante dans la formation de l'« idée nationale », mais quelle place exactement ? La réponse à cette question reste indéfinie, d'autant plus que le rôle attribué à la religion a été très différent dans les deux empires.

Cette imprécision de l'« idée nationale » permet à des groupes sociaux situés à l'extérieur du pouvoir - en particulier, aux organisations religieuses - d'avancer leurs propres propositions. Certes, une fois que le président et son entourage ont pris une décision, il est pratiquement impossible de les faire changer d'avis. Or, dans le domaine des relations entre l'Etat et la religion, il est très rare que des décisions importantes soient prises. Ce domaine demeure à la périphérie des intérêts de l'équipe au pouvoir, comme l'a illustré la réorganisation de l'administration présidentielle survenue en 2004 : le responsable des relations avec les organisations religieuses n'a été nommé qu'au bout de plusieurs mois. Les organisations religieuses ont tout intérêt à faire des propositions, car celles-ci ont de bonnes chances d'être reprises par le pouvoir. Le meilleur exemple de ce phénomène est donné par l'utilisation, dans le discours officiel, de la notion de « religions traditionnelles », une notion qui comprend l'orthodoxie (de rite nouveau), l'islam et le bouddhisme (mais seulement dans leurs acceptions traditionnelles en Russie), ainsi que le judaïsme. La banalisation de cette notion dans le discours officiel va de pair avec l'idée que ces religions sont appelées à jouer un rôle particulier dans le pays. Et même si la loi sur la liberté de conscience n'évoque jamais les « religions

¹ Goudkov, Lev, *Strouktoura i kharakter natsionalnoï identitchnosti v Rossii (Structure et caractère de l'identité nationale en Russie)*, in *Negativnaïa identitchnost, stat'i 1997-2002 godov (Identité négative, articles 1997-2002)*, Moscou, NLO, 2004, pp. 121-168.

traditionnelles », presque tous les dirigeants, y compris le président, sont persuadés que ce concept y est inscrit noir sur blanc.

LE KREMLIN ET LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES

Il convient donc d'étudier avec attention les raisons pour lesquelles le pouvoir actuel peut souhaiter que les organisations religieuses jouent un rôle particulier dans la formation de l'identité nationale ou plutôt dans la propagande de l'« idée nationale ».

La première raison tient à la vision romantique, très répandue dans le pays, d'une « renaissance de la Russie » - renaissance inmanquablement associée au souvenir de la puissance impériale. La référence à l'histoire ancienne est omniprésente, d'autant plus que la période actuelle voit le retour en force d'un conservatisme fièrement revendiqué. Or, selon la perception la plus répandue de l'histoire russe, l'Eglise a joué un rôle clé au cours des siècles. L'instrumentalisation de l'Eglise par le pouvoir aux XVIII-XIX^e siècles ne gêne nullement aujourd'hui ceux qui connaissent cet héritage, au moins chez les laïcs : en effet, dans la quête actuelle de l'« idée nationale », l'étatisme apparaît comme une valeur éminemment positive².

La deuxième raison réside dans le fait qu'historiquement l'orthodoxie a souvent permis à la Russie de prendre ses distances avec l'Occident. Cette distanciation, qui a acquis un caractère essentiel avec le rejet de l'union des Eglises proposée au concile de Florence au XV^e siècle, a permis l'élaboration du concept de « Troisième Rome ». Elle a été implantée dans la conscience collective par la décision des Romanov de présenter le temps des Troubles avant tout comme une guerre entre la Russie orthodoxe et la Pologne catholique. Cette vision est toujours d'actualité, comme l'a récemment montré l'instauration de la Fête de l'unité nationale russe le 4 novembre, jour de la victoire des Moscovites sur les Polonais en 1612. Le choix de cette date est très significatif : il exprime clairement un anticatholicisme et un antipolonisme décomplexés, tout en soulignant le rôle politique majeur attribué à l'orthodoxie, d'autant plus que, ce même jour, les orthodoxes ont institué, précisément en l'honneur de la victoire de 1612, la célébration de l'icône de Notre-Dame de Kazan. Le régime actuel veut absolument définir l'unité nationale par opposition à l'Occident. Il est également important de souligner que cette fête est étroitement liée à l'affirmation de l'orthodoxie comme option alternative au catholicisme.

² On trouvera un bref panorama de l'œuvre idéologique des éditorialistes pro-Poutine dans : Kojevnikova, Galina, « "Poutinskii prizyv" : ideologi ili mifotvortsy ? » (« "Génération Poutine" : idéologues ou créateurs de mythes ? »), in *Putiami nesvobody (Les chemins de la non-liberté)*, Moscou, Centre « SOVA », 2005, pp. 6-16.

La troisième raison est la conviction fort répandue selon laquelle les citoyens russes seraient profondément religieux. Cette conviction se nourrit en partie de la vision historique (et même littéraire) « romantique » que nous avons évoquée plus haut. Mais elle est aussi confirmée par des sondages, dont il ressort que les Russes font largement confiance à l'Église en tant qu'institution. La « cote de popularité » de l'Église ne cède la place qu'à celle de l'intouchable leader de tous les sondages, à savoir le président Poutine³.

Comment interpréter cette confiance, ainsi que le niveau élevé d'identification religieuse rapporté par de nombreuses enquêtes (entre 50 et 80 % des sondés se disent orthodoxes, et de 8 à 13 % se disent musulmans)? Citons l'enquête conduite au cours de l'été 2005 par le centre Levada : 59 % des personnes interrogées se sont déclarées orthodoxes, et 9 % ont indiqué être musulmanes⁴. Les sociologues des religions soulignent généralement que ceux qui se proclament orthodoxes ou musulmans expriment une religiosité assez confuse. Souvent ces personnes s'avèrent tout simplement non-croyantes ; en règle générale, le suivi des rites et des traditions religieuses est très faible⁵. Dès lors, dans la plupart des cas, il conviendrait de parler d'identification ethno-culturelle plutôt que d'identification religieuse. Mais les nuances de ce genre ne sont pas très significatives en soi : les citoyens peuvent en effet mettre en pratique des formes de religiosité nouvelles, non traditionnelles. Il est beaucoup plus important de remarquer que, tout en faisant part de leur respect à l'égard des leaders religieux, les Russes n'accordent pas une grande importance à leur opinion sur des sujets qui concernent le citoyen et non le croyant. On peut estimer qu'une majorité écrasante des Russes souhaite que le clergé se contente de gérer les affaires religieuses (à l'exception de certains cas très précis : mariages, funérailles, situations extrêmes, etc.). Les Russes se contentent de témoigner du respect à la religion au même titre qu'à d'autres valeurs

³ Ainsi, lors d'un sondage effectué par le centre Levada en septembre 2004, 56 % des personnes interrogées ont dit « faire entièrement confiance » au président Poutine, tandis que 43 % donnaient la même réponse à propos des organisations religieuses. Il est à noter que ce chiffre varie moins pour les organisations religieuses que pour les institutions politiques : en 2003 et en 2005, le « taux de confiance » dans les organisations religieuses est pratiquement identique. Notons que la troisième place est solidement occupée par l'armée, qui bénéficie, en 2004, d'un « score » de 30 %. Cf : « Doverie rossiian institutam vlasti » (« La confiance des Russes dans les institutions de pouvoir »), <http://levada.ru/press/2004092702.html>

⁴ « Za god bolchee tchislo rossiian stali posechtchat religioznye sloujby » (« Au cours des douze derniers mois, plus de Russes se sont mis à fréquenter des services religieux »), sondage *Interfax-religion*, 2 août 2005, <http://www.interfax-religion.ru/orthodoxy/?act=news&div=5219>. Voir aussi : Filatov, Sergueï et Lounkine, Roman, « Statistika rossiiskoi religioznosti : magia tsifr i neodnoznatchnaïa realnost' » (« Statistiques de la religiosité russe : magie des chiffres et réalité ambiguë », <http://www.starlightsite.co.uk/keston/russia/articles/june2005/09Statistics.html>

⁵ Les enquêtes les plus dignes de foi sont celles réalisées, sur plusieurs années, par un collectif dirigé par Kimmo Kaariainen. Voir : Kaariainen, Kimmo et Fourman, Dimitri, *Religioznost v Rossii v 90-e gody. Starye tserkvi, novye verouïuchtchie (Religiosité en Russie dans les années 1990. Vieilles Églises, nouveaux croyants)*, Saint-Petersbourg et Moscou, Letniï Sad, 2000.

fondamentales. Une telle attitude n'est d'ailleurs pas spécifique à la Russie⁶. Pour résumer, on aurait tort de penser, à la lecture des sondages qui accordent aux leaders religieux un taux de confiance élevé, que ces leaders exercent une grande influence sur la vie des citoyens.

La quatrième raison qui explique pourquoi le pouvoir accorde autant d'intérêt à la religion est la foi personnelle de Vladimir Poutine. A la différence de la plupart des hommes politiques russes, y compris son prédécesseur Boris Eltsine, la foi du Président actuel ne se résume pas exclusivement à une identification ethno-culturelle. La preuve en est donnée par ses visites à des monastères (visites qui ne font pas l'objet d'une grande publicité de la part du Kremlin) et par ses nombreuses rencontres avec le père Ioann (Krestiankine), une personnalité pratiquement inconnue à l'extérieur de l'Eglise, mais très influente à l'intérieur. L'intervention de Poutine dans le processus de réunification entre l'Eglise orthodoxe de Russie et l'Eglise de l'étranger démontre l'intérêt qu'il porte à cette problématique strictement cléricale.⁷ Indéniablement, Vladimir Poutine n'est pas le seul orthodoxe au sein de l'élite au pouvoir, ne serait-ce qu'à cause de la coutume qu'ont les membres de cette élite de reprendre à leur compte les convictions et les habitudes de leurs supérieurs hiérarchiques. Cet intérêt des dirigeants politiques pour l'Eglise explique l'attention particulière qu'ils portent aux revendications de celle-ci.

La dernière raison n'est pas la moins importante de toutes : l'inquiétude nourrie par la montée du terrorisme islamiste et, plus globalement, de l'islam radical en tant que tel. La nécessité de conduire une politique « thérapeutique » à l'égard des musulmans apparaît comme une évidence même aux yeux des partisans les plus acharnés de la répression de ce dangereux adversaire idéologique. Mais toute politique dirigée vers une confession en particulier impose la formation d'une approche globale des relations entre l'Etat et les organisations religieuses.

LA PRUDENCE DES RELIGIONS MINORITAIRES

Pour ce qui est des idées venant « d'en bas » sur la composante religieuse de l'identité nationale, force est de constater que les représentants de la plupart des organisations religieuses ne se préoccupent guère de contribuer à la construction de l'« idée nationale » en tant que telle. En fait, ils se considèrent comme des minorités et ne songent qu'à défendre leur statut. Même si, au sein de « leurs » provinces de la

⁶ Grace Davie a développé une réflexion particulièrement intéressante sur la « religion des cathédrales » en tant que forme moderne de religiosité lors des Rencontres annuelles de l'American Academy of Religion organisées à Philadelphie les 19-22 novembre 2005. Voir Davie, Grace, *Religion in Britain since 1945 : Believing without Belonging*, Oxford, Blackwell, 1994.

⁷ Voir, par exemple : Soldatov, Alexandre, « Lavr dlia prezidenta » (« Lauriers pour le président »), *Moskovskie Novosti*, 2003, n°38 ; Nedooumov, Oleg, « Prezident obiediniaet pravoslavnyh », *Nezavisimaia Gazeta*, 1^{er} octobre 2003.

Fédération de Russie, les leaders bouddhistes revendiquent un statut privilégié⁸, et si, au niveau fédéral, ils s'associent aux leaders hébraïques pour souligner le rôle particulier des quatre « religions traditionnelles », leurs déclarations sont davantage axées sur le maintien de la diversité que sur la construction de l'unité. De toute façon, quand les leaders des minorités s'expriment au sujet de la Russie en tant que telle, comme le fait, par exemple, le président de l'Union russe des chrétiens-baptistes évangéliques Iouri Sipko, l'opinion ne leur prête aucune attention.

Le même constat vaut pour la plupart des leaders musulmans, avant tout dans le Caucase du Nord. C'est compréhensible : les musulmans se considèrent soit comme une minorité, soit comme une majorité dans une république donnée. Ils ne connaissent pas d'unité globale, ce qui explique que leurs dirigeants n'évoquent généralement pas des thèmes comme l'identité nationale. Au contraire, ils se mobilisent pour sauvegarder leurs identités ethniques ; le lien étroit entre identification religieuse et identification ethnique est cultivé en Russie à la fois par les leaders religieux et par de nombreux penseurs laïques. Il n'y a pas si longtemps, dans les années 1990, ils soutenaient encore, à divers degrés, les projets autonomistes, ou même séparatistes, caressés par les élites régionales. Les exemples du Tatarstan et de la Tchétchénie en sont les illustrations les plus évidentes.

Enfin, on entend souvent des muftis – sans parler de dirigeants musulmans de moindre envergure – exprimer des avis politiques tout à fait radicaux : le vice-président du Conseil des muftis, Nafigulla Achirov, a ainsi accusé les « services secrets sionistes » d'avoir organisé les attentats du 11 septembre 2001⁹. Son collègue, le mufti Moukaddas Bibarsov, a publiquement chanté les louanges du chef du Hamas, le cheikh Iassine, après la liquidation de celui-ci par Israël. Quant au principal opposant au Conseil des muftis, Talgat Tadjouddine, chef de la Direction spirituelle des musulmans de Russie, il est allé jusqu'à... déclarer la guerre aux États-Unis¹⁰. Ce type de rhétorique, même si elle ne fait qu'occasionnellement irruption dans l'espace public, contribue indéniablement à rapprocher les leaders musulmans de Russie de certains nationalistes russes qui partagent ce genre d'opinions. Depuis 2005-2006, les diatribes qui excitent la haine et la violence sont de plus en plus fréquentes dans le discours public.

⁸ Ainsi, l'un des leaders bouddhistes, le chambo-lama Damba Aioucheev, s'est publiquement indigné de l'apparition de communautés bouddhistes tout à fait traditionnelles, mais échappant à son autorité, et a insisté pour que la loi défende les traditions ethniques. Voir : Lampsi, Alexeï, « Zakon i religiia » (« Loi et religion »), *NG-Religia*, 28 novembre 2001.

⁹ Sigida, Adelaida, « Musulmane nachli vinovatykh » (« Les musulmans ont trouvé les coupables »), *Kommersant*, 19 septembre 2001.

¹⁰ Voir le texte entier du discours qu'il a prononcé lors d'un meeting à Oufa, le 3 avril 2003 : Talgat Tadjouddine : « Uje dve nedeli Antikhrist mira voiuet, podniav golovu, zaraza » (« Voilà déjà deux semaines que l'Antéchrist mondial a relevé la tête et fait la guerre, la vermine »), *Konservator*, 11 avril 2003.

Il faut cependant souligner certaines tentatives pour encourager les officiels musulmans à participer à la construction de l'identité nationale. Les contributions les plus marquantes sont liées à l'interprétation moderne de l'eurasisme, d'après laquelle la nature de la Russie est double, à la fois orthodoxe et musulmane. Cette idée, introduite dans le débat intellectuel moderne par Alexandre Douguine, a été développée par de nombreux penseurs, majoritairement anti-libéraux et anti-occidentaux. On compte parmi eux le mufti Talgat Tadjouddine, évoqué précédemment. Vieux partisan d'une synthèse des trois religions monothéistes, il a même essayé, à plusieurs reprises, de renommer sa Direction spirituelle « Direction spirituelle islamique centrale des fidèles à Dieu de la Sainte Russie ». Ce dualisme islamo-orthodoxe a également été défendu par divers dirigeants du Conseil des muftis, qui ont proposé de créer un poste de vice-président de la Fédération de Russie, poste qui serait réservé à un musulman. Il reste que toutes ces manifestations de l'eurasisme moderne n'attirent pas l'opinion publique et retombent dans l'oubli.

L'ISLAM RUSSE

Un groupe de conseillers politiques de Sergueï Kirienko, représentant plénipotentiaire du Président pour le district fédéral de la Volga jusqu'en novembre 2005, a rédigé un texte intitulé « L'islam russe ». Ce projet, activement défendu par Sergueï Gradirovski, repose sur l'idée d'instaurer un enseignement de l'islam en langue russe, afin d'en minorer la composante ethnique et d'en faire un vecteur d'identité commune à tous les citoyens et, dans le même temps, de l'éloigner de l'influence des prédicateurs arabes radicaux¹¹. Mais les leaders musulmans de Russie, tout comme les leaders orthodoxes et bouddhistes, confèrent trop d'importance à la corrélation entre identité religieuse et identité ethnique pour pouvoir défendre un tel projet. Ce plan suscite par ailleurs la défiance des orthodoxes, qui estiment qu'une telle réforme faciliterait le prosélytisme musulman (ce prosélytisme existe bel et bien, mais il n'est aucunement lié à l'action de Gradirovski). A l'heure actuelle, cette idée a donc pratiquement été abandonnée.

Ainsi, du côté musulman officiel, quelle que soit l'origine des propositions, il n'y a guère de projets qui soient à la fois sérieux, détaillés et soutenus par des forces importantes. Mais la présence en Russie d'environ 15 à 17 millions de personnes appartenant à des groupes ethniques qui professent traditionnellement l'islam¹²

¹¹ Sergueï Gradirovski, *Koultournoe pogramitchie : russkii islam* (Au croisement des cultures : l'islam russe), *Gosudarstvo i antropotok*, juillet 2003, <http://antropotok.archipelag.ru/text/a258.htm>

¹² Il n'existe pas de chiffres sûrs au sujet du nombre de musulmans en Russie. Si l'on se base sur l'auto-définition donnée lors des recensements, alors il faut soustraire du nombre des « musulmans ethniques », qui sont environ 14 millions, tous ceux qui se définissent clairement comme « non-croyants » ou qui disent professer une autre religion que l'islam (généralement, il s'agit du

incite les hommes politiques et les représentants de la société à évoquer régulièrement l'idée d'une Russie binaire, à la fois orthodoxe et musulmane. Dès lors, la notion d'« eurasisme » revient fréquemment sur le devant de la scène. Par exemple, en 2005, Dimitri Rogozine, l'un des leaders nationalistes russes, a réactivé l'idée d'instituer un poste de vice-président qui serait attribué d'office à un musulman, en précisant qu'il devrait s'agir d'un Tatar¹³.

Il est vrai qu'une égalité réelle entre islam et orthodoxie apparaît comme inacceptable non seulement pour l'Église mais aussi pour la majorité des citoyens. Par exemple, dans un sondage du VTsIOM réalisé en mars 2002, la moitié des sondés a qualifié l'islam de religion hostile à l'orthodoxie (seuls 12 % des personnes interrogées ont émis le même jugement à propos du catholicisme, qui faisait à ce moment-là l'objet d'une campagne négative de grande ampleur dans le pays). Deux ans plus tard, la moitié des sondés a répondu oui à la question : « Estimez-vous que l'islam est une religion agressive? »¹⁴. C'est pourquoi se développe l'idée d'une sorte de hiérarchie entre les principales traditions religieuses : l'orthodoxie vient en premier, suivie des trois autres « grandes religions » (islam, bouddhisme et judaïsme), puis des autres religions traditionnelles pour la Russie et cohabitant de manière assez pacifique avec l'orthodoxie (les vieux-croyants et le protestantisme en particulier). Quant aux autres religions, qu'elles soient nouvelles ou très anciennes, elles sont pour la plupart associées à l'Occident - des catholiques aux divers mouvements « new age » - et sont considérées, au mieux, comme des minorités tolérables.

L'ORTHODOXIE, RELIGION NATIONALE ?

Ainsi, les principales forces religieuses capables d'exercer une influence idéologique sont l'Église orthodoxe russe et les groupes qui s'en réclament. Ce n'est pas un hasard si le chapitre « L'Église et la nation » apparaît en deuxième position dans les

christianisme), et ajouter à ce nombre les musulmans immigrés - une catégorie dont il semble évident qu'elle a été grandement sous-estimée lors du dernier recensement.

¹³ Dimitri Rogozine : « Rossia - eto pravoslavno-musulmanskaia strana. Lider "Rodiny" schitaet, chto strane neobkhodim post vitse-prezidenta, i zanimat ego doljen musulmanin » (« La Russie est un pays orthodoxo-musulman. Le leader de "Rodina" estime que le pays a besoin d'un poste de vice-président et que ce poste doit être occupé par un musulman »). Site de l'association *Radonej*, 5 juin 2005, <http://www.radonezh.ru/new/?ID=3616>

¹⁴ Sedov, Léonid, « Obchtchestvennye nastroyeniia v marte 2002 goda » (« L'opinion publique en mars 2002 »), Site du centre Levada, 11 avril 2002, <http://www.levada.ru/press/2002041100.html>. Voir, aussi, les données du centre Levada dans : « Tchetchnia i Islam - glazami rossiian i amerikantsev » (« La Tchétchénie et l'islam vus par les Russes et les Américains »), Agence « Marketing et consulting », 26 mars 2004, <http://www.iamik.ru/?op=full&what=content&ident=14614>.

« Fondements de la conception sociale de l'Église orthodoxe », le programme adopté par le Concile des Archevêques en 2000.

L'Église orthodoxe a par ailleurs de bonnes raisons internes de se préoccuper de la question de l'identité nationale. Premièrement, après l'effondrement de l'URSS, elle a cessé d'être *de facto* l'Église nationale d'une grande puissance : elle est devenue à la fois l'Église dominante de plusieurs États successeurs de l'URSS, et l'Église de minorités très actives dans d'autres États. L'Église d'Orient n'était pas habituée à ce type de situation. Deuxièmement, la combinaison entre, d'une part, le caractère multiethnique de la Fédération de Russie et, d'autre part, la domination ethno-culturelle que les Russes exercent dans le pays, complique encore un peu plus la définition du rôle que doit jouer l'orthodoxie dans la Russie moderne.

La position de principe de l'Église est la suivante : « La Russie est un pays orthodoxe sur le territoire duquel vivent des minorités nationales et religieuses »¹⁵. Et, conformément aux « Fondements », la Russie doit être considérée comme la « communauté unique de la foi » orthodoxe¹⁶. Mais pour que ces idées se développent au sein de la Russie séculière, il faut élaborer une « conception » plus large et moins religieuse dans sa forme. C'est à l'élaboration d'une telle « conception » que l'idéologue en chef de l'Église orthodoxe, le métropolite Kirille (Goundiaev), se consacre depuis 1999.

Ses travaux se fondent sur une reprise littérale du modèle huntingtonien d'un monde multipolaire composé de « civilisations » qui se distinguent les unes des autres par leurs traditions religieuses. L'une de ces civilisations fait exception. Il s'agit de la civilisation occidentale, définie comme étant « sécularisée » (parfois même comme « a-religieuse »), « anti-traditionnelle » et « libérale ». Et c'est précisément cette « civilisation libérale » qui est la plus puissante et la Russie lui est inféodée en quelque sorte (notons à ce sujet que les dirigeants de l'Église ne partagent probablement pas les théories du complot des nationalistes orthodoxes ; en fait, ils considèrent la subordination de la Russie comme un phénomène surtout idéologique). L'objectif de toutes les autres « civilisations » est de se libérer du pouvoir de l'Occident, de restaurer la suprématie du système traditionnel et religieux sur leur territoire et d'établir dans le monde un ordre nouveau où leurs particularités culturelles et juridiques seront respectées. Cette idée a été développée d'une manière assez élaborée au tournant du siècle¹⁷. Depuis lors, le métropolite

¹⁵ Métropolite Kirille, « Rossia - pravoslavnaia, a ne "mnogokonfessionalnaia" strana » (« La Russie est un pays orthodoxe, et non "multiconfessionnel" »), *Radonej*, 2002, n°8.

¹⁶ « Osnovy sotsialnoi kontseptsii Russkoï pravoslavnoi Tserkvi » (« Fondements de la conception sociale de l'Église orthodoxe de Russie »), in « Obchtchestvennye obchtcherossiïskie tchtenia Osnov sotsialnoi kontseptsii Russkoï pravoslavnoi Tserkvi » (« Lectures publiques pan-russes des Fondements de la conception sociale de l'Église orthodoxe de Russie ») *Informatsionnyiulleten*, 2001, n°1, p. 21.

¹⁷ Alexis II, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, « Mir na pereputie » (« Le monde à la croisée des chemins »), *NG-Religia*, 23 juin 1999 ; Kirille, Métropolite de Smolensk et de Kaliningrad, « Norma

Kirille insiste sur le fait que la société ne doit pas, au nom du respect du « politiquement correct », s'opposer à des déclarations publiques motivées par une vision religieuse, par exemple en ce qui concerne l'homosexualité. Comment les sociétés peuvent-elles s'affranchir de l'Occident ? Ce n'est jamais discuté en détail, ce qui lui permet de demeurer dans le flou....

Les idées du métropolite Kirille correspondent largement à l'« approche civilisationnelle » de plus en plus populaire dans les sciences sociales russes¹⁸ et compréhensible par la plupart des Russes. Cette « approche civilisationnelle » permet de mener une offensive graduelle contre le sécularisme et les institutions de la démocratie libérale qui lui sont étroitement associées. Jusqu'où cette offensive doit-elle aller ? Il ne le précise pas mais, sans aucun doute, l'Église estime que la société russe est beaucoup trop libérale. Dès lors, tout progrès allant dans la direction des traditions orthodoxes est bon à prendre et doit être salué.

Il est remarquable que les fondements séculiers de la société russe ne sont pas reniés dans leur ensemble. L'Église propose seulement de les réinterpréter dans un esprit plus acceptable pour l'institution religieuse orthodoxe. Par exemple, l'Église n'exige pas l'instauration de classes de catéchisme dans les écoles. Elle essaie de parvenir au même résultat en militant pour l'enseignement d'une matière qui apparaît, d'un point de vue formel, comme relevant du domaine culturel: « Les bases de la culture orthodoxe ». Notons que, depuis septembre 2006, cette matière a été incluse dans le tronc commun des écoles de la région de Belgorod. Dans plusieurs autres régions, ce cours est plus ou moins répandu. De façon analogue, on enseigne dans quatre provinces une matière consacrée à la culture de l'islam. Par ailleurs, l'Église ne rejette pas la notion de « droits de l'homme », mais tente aussi de la réinterpréter dans un esprit traditionnel. Ce processus a démarré avec la déclaration-cadre dite « Déclaration sur les droits et l'honneur de l'homme »¹⁹ et a

very kak norma jizni » (« La norme de la foi comme norme de la vie »), *Nezavisimaia Gazeta*, 16-17 février 2000.

On trouvera diverses analyses des principaux textes de la RPTs dans : Agadjanian, Alexander, « Breakthrough to Modernity, Apologia for Traditionalism : the Russian Orthodox View of Society and Culture in Comparative Perspective », *Religion, State & Society*. 2003. Vol. 31, n°4 ; Kostiuk, Konstantin, « Sotsialnaia doktrina kak vyzov traditsii i sovremennosti RPTs » (« La doctrine sociale comme défi à la tradition et à la modernité de la RPTs »), *Religia i SMI*, 4 mars 2003, <http://www.religare.ru/article.php?num=2169>. Verkhovski, A. « Besspokoïnoe sosiedstvo. Russkaia Pravoslavnaia Tserkov i putinskoe gosudarstvo » (« Un voisinage inquiétant. L'Église orthodoxe de Russie et l'Etat poutinien »), in *Rossia Putina. Pristrastnye vzgliad (La Russie de Poutine. Une analyse partielle)*, Moscou, centre « Panorama », 2003, pp. 81-84.

¹⁸ Chnirelman, Victor, « Tsvivilizatsionnyi podkhod, utchebniki istorii i "novyi rasizm" » (« L'approche civilisationnelle, les manuels d'histoire et le "nouveau racisme" »), in *Rasizm v iazyke sotsialnykh nauk (Le racisme dans la langue des sciences sociales)*, Saint-Petersbourg, Alétea, 2002, pp. 131-145.

¹⁹ « Deklaratsia o pravakh i dostoinstve tcheloveka X Vsemirnogo russkogo narodnogo sobora » (« Déclaration sur les droits et l'honneur de l'homme adoptée au X^{ème} Concile mondial national russe »), *Interfax-religia*, 6 avril 2006, <http://www.interfax-religion.ru/?act=documents&div=380>

été prolongé avec l'emploi anti-laïque de la notion de « droits des groupes » par le métropolite Kirille et d'autres théoriciens²⁰.

La « civilisation orthodoxe » qui existe à l'extérieur de la Russie est considérée comme une alliance entre des Eglises canoniques et des peuples traditionnellement orthodoxes, mais cette alliance doit être entièrement centrée sur la Russie. Dans la pratique, l'appartenance au « monde orthodoxe » est souvent définie non pas en fonction du rapport de tel ou tel peuple à l'orthodoxie, mais en fonction de son rapport à la Russie (c'est le cas, par exemple, dans le conflit de Transnistrie)²¹. D'où les propositions visant à considérer la diaspora russe orthodoxe comme un outil de la politique étrangère de l'Etat russe²².

La proximité avec d'autres peuples de la « civilisation orthodoxe » est nettement corrélée par l'Eglise avec la proximité ethnique, comprise dans un sens racial, tribal. Ainsi, dans un discours consacré à l'unité de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, le Patriarche Alexis a parlé de culture et d'histoire mais la citation biblique qu'il a choisie pour illustrer son propos était d'une tout autre nature : « Ne te dérobes pas à la même chair que toi » (Is. 58 :7)²³. Bien sûr, il s'agit de la manifestation d'un ethnocentrisme banal, d'un racisme latent très répandu en Russie et ailleurs. Mais le racisme n'est pas une partie significative de la Conception de l'Eglise orthodoxe, il n'est qu'un élément de sa perception du monde.

Et cette perception du monde nécessite une conceptualisation qui n'entrerait pas en contradiction directe avec le principe apostolique « il n'y a ni Grecs ni Juifs ». Les idées plus ou moins ouvertement racistes largement répandues parmi les nationalistes orthodoxes ne peuvent donc pas servir de doctrine à l'Eglise, même si certains hiérarques pris séparément partagent les mêmes préjugés racistes que bon nombre de leurs concitoyens. L'ethno-nationalisme courant ne peut pas non plus convenir à l'Eglise, puisque celle-ci réfute la culture laïque qui règne en Russie (et en

²⁰ Filaret (Boulekov), higoumène. « Evolutsia poniatiia prav tcheloveka : poisk dialoga » (« Evolution de la notion de droits de l'homme : une recherche du dialogue », *Religia i SMI*, 31 octobre 2006, <http://www.religare.ru/article34219.htm> ; Kyrlejev, Alexandre, « Vzaimootnochenie kontseptsii prav tcheloveka i religioznykh tsennostei », *Ibid.*

²¹ Mitrofanova, Anastasia, *Politizatsia pravoslavnogo mira (La politisation du monde orthodoxe)*, Moscou, Naouka, 2004, pp. 245-252.

²² Frolov, Kirill, « Strategia pravoslavnogo globalizma » (« La stratégie du globalisme orthodoxe », *APN.ru*, 8 juin 2005, http://www.apn.ru/?chapter_name=advert&data_id=560&do=view_single ; « Prosim razorvat vse sviazi s Vatikanom ! Obrachtchenie Soiuza pravoslavnykh grajdan k Patriarkhou Moskovskomou i vseia Rousi Alexiu II v sviazi s vrajdebnymi deistviiaimi Vatikana v otnochenii pravoslavnykh verouiuhtchikh » (« Nous demandons l'abrogation de tous les liens avec le Vatican ! Adresse de l'Union des citoyens orthodoxes à Alexis II, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, suite aux actions hostiles du Vatican à l'égard des croyants orthodoxes »), *Pravaya.ru*, 22 août 2005, <http://www.pravaya.ru/word/586/4532>

²³ Alexis II, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, « Outchastnikam Siezda slavianskikh narodov Belarousii, Rossii, Ukrainy » (« Adresse aux participants au Congrès des peuples slaves de Biélorussie, Russie et Ukraine »), Moscou, 1-2 juin 2001, *Novosti RPTs*, juin 2001, <http://www.russian-orthodox-church.org.ru/nr106013.htm>

Europe). Or c'est précisément sur cette culture laïque que se fonde ce type de «racisme culturel»²⁴.

UN ETHNO-NATIONALISME CLERICAL

Il existe cependant une variante de l'ethno-nationalisme qui pourrait convenir à l'Eglise : il s'agit du nationalisme culturel qui définit la culture russe en fonction de l'identité religieuse orthodoxe -réelle ou supposée- et non en fonction d'un critère aussi aléatoire que la religiosité individuelle. Une telle version de l'ethno-nationalisme présente l'avantage de pouvoir s'associer pleinement à l'«approche civilisationnelle» chère à l'Eglise.

Naturellement, en Russie même et à l'extérieur de ses frontières, il y a des orthodoxes, et même des paroissiens, qui ne sont pas russes ; mais il s'agit d'une minorité relativement négligeable. Les paroissiens de l'Eglise orthodoxe russe, paroissiens réels ou supposés tels à cause de leur origine ethnique (Russes, Ukrainiens, Ossètes, etc.) ou même potentiels (comme les Juifs russes) appartiennent presque tous à la culture russe ou aux cultures ukrainienne et biélorusse, qui lui sont proches. L'existence de ces deux cultures en tant que cultures distinctes de la culture russe est passée sous silence : il est sous-entendu que toute accentuation de leur originalité suffirait à placer les individus qui leur appartiennent hors des limites de l'orthodoxie canonique, c'est-à-dire dans le cadre de l'uniatisme ou du schisme des Eglises. Ainsi, théoriquement, l'Eglise orthodoxe « couvre » une forte majorité de la population de la Russie (au Patriarcat, on évoque généralement le chiffre de 80 % des habitants), de l'Ukraine (où se trouvent environ la moitié des paroisses de l'Eglise orthodoxe) et de la Biélorussie, de même que les diasporas « russophones » des autres pays post-soviétiques et une bonne part de ces mêmes diasporas résidant dans les pays occidentaux.

La communauté des Russes de Russie et d'ailleurs - c'est-à-dire des « orthodoxes de culture », des « orthodoxes historiques » - est présumée loyale à l'Eglise, à l'Etat russe et à sa tradition impériale, puisque l'Eglise orthodoxe ne possède aucune autre tradition sociale et étatique.

De cette façon, le nationalisme russe, fondé sur la culture orthodoxe, correspond tout à fait à la structure de l'ethno-nationalisme. Il propose de bâtir l'identité nationale sur la base de ce «nationalisme clérical». Le noyau ethnique sur lequel il repose est très clairement défini. Même si ce noyau est multiethnique, il est essentiel de reléguer au second plan ces différenciations et de promouvoir une unité

²⁴ Chnirelman, Viktor, « "Nesovmestimost koul'tour": ot naoutchnykh kontseptsii i chkolnogo obrazovaniia do realnoi politiki » (« "L'incompatibilité des cultures" : des conceptions scientifiques à la politique réelle en passant par l'enseignement scolaire », in *Rousskii natsionalizm : ideologiia i nastroyenie* (« Nationalisme russe : idéologie et état d'esprit »), Moscou, « SOVA », 2006, pp. 183-222.

culturelle et supra-ethnique. L'idée goumilevienne d'une « super-ethnie » est en général employée sans référence à son auteur.

L'ENNEMI SECULARISE

L'ethno-nationalisme clérical russe possède un ennemi extérieur puissant : l'Occident sécularisé, lui aussi perçu pratiquement comme une super-ethnie. Les ennemis intérieurs, eux aussi clairement définis, sont les partisans d'une société laïque, des « renégats » qui rejettent l'identité proposée (même si certains d'entre eux sont orthodoxes). Ils se trouvent dès lors associés à l'ennemi principal. Les petits alliés sont eux aussi clairement identifiés : ce sont les « peuples musulmans », c'est-à-dire les organisations qui les représentent. Celles-ci constituent un soutien important dans la lutte contre l'Occident, mais sont en même temps toujours soupçonnées. Elles font à ce titre l'objet d'une surveillance constante, en particulier si elles aspirent à remettre en question le caractère exclusivement orthodoxe du noyau ethnique, ou à faire baisser la priorité absolue que l'orthodoxie possède dans la définition de l'identité ethno-culturelle de l'Etat. Il y a aussi, bien sûr, des alliés intérieurs qui ne présentent aucun danger puisqu'ils ne s'attaquent pas au rôle prépondérant de l'orthodoxie : c'est le cas des bouddhistes traditionnels ou des païens de la province des Maris. En récompense, ils bénéficient d'une tolérance religieuse qui s'exprime sous la forme d'une indifférence totale. Enfin, existent aussi des alliés extérieurs, plus ou moins proches : ce sont les Eglises orthodoxes et les « peuples orthodoxes ».

On peut même dire que l'Eglise orthodoxe, qui n'a pas voulu se limiter aux dimensions d'une Eglise nationale, refuse également de se contenter d'un nationalisme fondé sur l'ethnie ou sur la nation citoyenne, même si le thème patriotique est évidemment présent dans son discours. L'Eglise propose de construire son identité sur la base, plus large, de la « civilisation », même si cette dernière repose finalement sur des fondations ethno-culturelles. Cette dimension correspond mieux à la tradition de la « Troisième Rome » et à celle de la superpuissance soviétique, ainsi qu'à la vraie dimension de l'Eglise orthodoxe et à ses prétentions cachées.

Même si elle possède des traits communs avec les types de nationalisme les plus en vogue dans le pays, la construction cléricale de l'ethno-nationalisme et de l'identité russe fondée sur cet ethno-nationalisme est conduite de manière tout à fait autonome. Au plan institutionnel, l'Eglise n'entretient pas de liens significatifs avec les organisations nationalistes. Les groupes de nationalistes radicaux au sein de l'Eglise ne sont pas très influents et les dirigeants de l'Eglise orthodoxe ont quelque

chose à leur opposer²⁵. L'Église partage, dans une certaine mesure, bon nombre des idées des nationalistes laïques, mais elle insiste sur son propre projet, dont l'élément clé est la dé-sécularisation, un aspect que les nationalistes laïcs ne considèrent pas comme central quand ils ne s'y opposent pas ouvertement. Cette situation affaiblit un peu la position de l'Église orthodoxe d'un point de vue politique, mais elle en fait un acteur plus intéressant pour la société et pour l'élite politique.

De temps à autre, le pouvoir lance des signaux montrant que le projet de l'Église ne lui est pas indifférent. Mais ces signaux sont très irréguliers et se résument, en règle générale, à des exercices rhétoriques. Par exemple, en septembre 2005, lors d'une visite au monastère du Mont Athos, Poutine a déclaré que la Russie était une « puissance orthodoxe », comptant 130 millions d'orthodoxes sur un total de 145 millions d'habitants²⁶. Des dirigeants politiques expriment des idées qui font écho à celles du métropolite Kirille lors des annuels Conciles mondiaux –des rencontres organisées par l'Église, dont la plupart des participants sont des représentants du clergé et des cercles orthodoxes nationalistes. Par exemple, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a ouvertement soutenu la « Déclaration sur les droits et l'honneur de l'homme »²⁷ adoptée lors du Concile de 2006, alors même que le fond de cette déclaration est radicalement opposé à la définition des droits de l'Homme que donnent les documents internationaux ratifiés par l'URSS et la Russie, ainsi que la Constitution de 1993.

INTERDÉPENDANCE DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

La protection que le pouvoir accorde à l'Église orthodoxe et, partiellement, aux principales organisations musulmanes, se manifeste dans deux domaines : des aides matérielles diverses, y compris quand les autorités « demandent » à des hommes d'affaires de faire un geste d'ordre privé en faveur de l'Église²⁸ ; et une forme de pression exercée à l'encontre des minorités religieuses. Ces interventions

²⁵ Le sujet des relations entre, d'une part, les groupes d'activistes qui agissent à l'intérieur de l'Église et, d'autre part, la direction de l'Église, est relativement étendu. Pour plus de détails, voir : Verkhovski, A., « Pravoslavnye natsionalisty : strategii deistviia v Tserkvi i v politike. » (« Les nationalistes orthodoxes : stratégies d'action dans l'Église et dans la politique ») in *Tsena nenavisti. Natsionalizm v Rossii i protivodeistvie rasistkim prestupleniiam* (Le prix de la haine. Le nationalisme en Russie et la lutte contre les crimes racistes), Moscou, centre « SOVA », 2005, pp. 175-195.

²⁶ « Prezident schitaet Rossiiskouiu Federatsiu "pravoslavnoi derjavoï" », Centre « SOVA », *Religia v svetskom obchtchetsve* (La religion dans une société laïque), 13 septembre 2005. <http://religion.sova-center.ru/events/13B7354/14447D7/60E7F31>

²⁷ « Vystouplenie ministra inostrannykh del na Paskhalnom vetchere, organizovannom MID » (« Discours du ministre des Affaires étrangères lors de la soirée de Pâques organisée par le MAE », *Radonej*, 2006, n°4.

²⁸ Oustougov, Boris, « Farisei : Moskovskie tchinovniki prodoljaiut sobirat dan s kimmersantov na khram Khrista Spasitelia » (« Les Pharisiens : l'administration de Moscou continue de prélever un tribut auprès des commerçants pour la cathédrale du Christ Sauveur »), *Izvestia*, 13 janvier 2003.

s'accompagnent souvent de réflexions sur la priorité qui doit être accordée aux « religions traditionnelles » et sur le rôle spécifique réservé à l'orthodoxie dans la « renaissance de la puissance »²⁹.

Il n'en demeure pas moins que l'Église ne parvient pas à obtenir, grâce à son « capital symbolique », autre chose que certains privilèges isolés³⁰. Au niveau régional, beaucoup dépend des relations que les leaders religieux entretiennent avec les autorités locales, et de la position de ces dernières sur la question du rôle de l'Église orthodoxe.

L'appareil d'Etat a largement résisté, et continue de résister, au projet, apparu en 2002, consistant à instaurer dans l'enseignement scolaire un cours consacré aux « fondements de la culture orthodoxe ». Bien entendu, ce projet tient beaucoup à cœur à l'Église : sa réalisation aurait une incidence de premier ordre sur la formation d'une identité citoyenne orthodoxe. Initialement, cette idée a été soutenue au sein du ministère de l'Éducation, ainsi que par plusieurs représentants spéciaux du président ; mais elle a été dénoncée par une partie de l'opinion publique, ainsi que par de nombreux membres haut placés de l'administration, résolus à défendre le caractère laïque de la société russe³¹. C'est pourquoi même si l'enseignement de cette matière dans les écoles progresse, ce processus se fait beaucoup plus lentement que l'Église ne le voudrait et que la presse ne l'affirme généralement. Bien entendu, si le président avait pris une décision de principe sur cette question, la résistance aurait été beaucoup moins importante, mais il n'a pas voulu aller aussi loin. En substance, le président et son entourage partagent avec la majorité des citoyens un attachement réel à la laïcité. Évidemment, il y a des exceptions, comme par exemple la condamnation prononcée à l'encontre des organisateurs de l'exposition « Attention, religion ! », le Parquet justifiant son verdict par sa volonté de « protéger l'identité orthodoxe »³².

²⁹ Il existe de nombreux exemples de déclarations de ce type. Elles ont été prononcées lors de tous les conciles consacrés aux événements de la décennie actuelle. Voir, par exemple, les sections « Svoboda sovesti » (« Liberté de conscience ») des rapports du Groupe Helsinki de Moscou et, spécialement, le dernier en date : Sokolov, Alexandre, « Svoboda ubejdeniï, sovesti i religii » (« Liberté de pensée, de conscience et de religion »), in *Prava tcheloveka v regionakh Rossiïskoi Federatsii : doklad o sobytiïakh 2004 g.* (Les droits de l'homme dans les régions de la Fédération de Russie : rapport sur les événements de l'année 2004), Moscou, Groupe Helsinki de Moscou, 2005, pp. 116-136.

³⁰ Soldatov, Alexandre, « Sviachtchennyï "kapital" i ego "oligarkhi" » (Le "capital" sacré et ses "oligarques" », *Otetchestvennye zapiski*, 2001, n°1, pp. 24-29.

³¹ C'est en 2002 que cette confrontation a été le plus aiguë. Cf : Verkhovski A. « Bespokoïnoe sosledstvo », art. cit., pp. 121-129. On trouvera une analyse plus large de ce problème dans : Mitrokhine, Nikolai, *Klerikalizatsia Rossii : k obchtchestvennoi diskussii o vvedenii predmeta « Osnovy pravoslavnoi kouloutury » v programmu srednikh chkol* (La cléricatisation de la Russie : à propos du débat sur l'introduction du cours « Fondements de la culture orthodoxe » dans le programme des collèges), Moscou, Institut grajdanskogo analiza, 2005.

³² Pour un éclairage très complet de cet épisode, voir les dépêches du centre « SOVA » : <http://religion.sova-center.ru/events/13B74CE/13DC3A3/>

Il apparaît toutefois clairement que le président a décidé de ne pas autoriser un rapprochement trop criant entre l'Etat et l'Eglise. Une attitude qu'ont bien illustrée les célébrations organisées à Diveevo en 2003 à l'occasion du centième anniversaire de la canonisation de Saint Séraphim de Sarov. Poutine a pris part à cette fête orthodoxe, mais il est venu accompagné des muftis et des rabbins, une façon de souligner le caractère abstraitement spirituel, et non confessionnel, de la cérémonie. Dans son allocution, le Patriarche a relevé la similitude entre cette commémoration et la canonisation intervenue cent ans plus tôt : à l'époque, à la place de Poutine, se tenait l'empereur Nicolas II. Vladimir Poutine a répondu par un discours consacré à la liberté de conscience³³. Les subordonnés du président ont bien pris note de sa position. En 2004-2005, la rhétorique employée par l'élite politique au pouvoir a été beaucoup moins proche de celle des représentants de l'Eglise orthodoxe qu'en 2002-2003.

Cette distanciation est due à plusieurs raisons. Premièrement, le pouvoir croit beaucoup à la coercition et à la propagande. Or l'Eglise se prête mal à une propagande à la petite semaine. Deuxièmement, l'attachement des autorités à la laïcité de la société et aux traditions politiques soviétiques exclut la possibilité de confier à l'Eglise un rôle particulier. Troisièmement, du point de vue de la politique étrangère, la théorie de la « civilisation orthodoxe » ne vaut pas grand chose : à l'heure actuelle, les pays historiquement orthodoxes (y compris la Serbie) ne se placent nullement dans l'orbite russe. C'est ce qui explique l'échec de la tentative visant à faire de la notion de « civilisation orthodoxe » l'un des éléments centraux de la rhétorique de la « multipolarité ». Si l'ancien ministre des Affaires étrangères parlait encore de « civilisation orthodoxe »³⁴, le titulaire actuel du poste s'en garde bien.

La dernière raison, qui est peut-être la raison essentielle, réside dans le fait que le régime de Poutine se montre tellement conséquent dans sa répression de toutes les forces sociales autonomes que l'on ne voit pas bien comment il pourrait faire une exception pour l'Eglise. D'un autre côté, l'Eglise elle-même ne cherche certainement pas à retrouver la position de dépendance totale à l'égard du pouvoir qui a été la sienne entre le début du XVIII^e siècle et le début du XX^e. Les dirigeants de l'Eglise orthodoxe l'ont souvent dit ouvertement, et cette posture a été incorporée aux « Fondements de la conception sociale »³⁵.

Peut-être y a-t-il au Kremlin des gens qui croient qu'il est possible de mettre au point une nouvelle variante de l'« empire orthodoxe », au sein duquel l'Eglise orthodoxe jouerait le rôle dévolu, du temps de l'URSS, à la section idéologique du

³³ Chtchipkov, Daniil, « Sarovskii "proekt" » (« Le "projet" de Sarov »), *NG-Religii*, 6 août 2003.

³⁴ « Vystouplenie Ministra inostrannykh del Rossiiskoï Federatsii I. S. Ivanova na VIII Vsemirnom Russkom Narodnom Sobore », *Soobchtchenie OVPTs*, « Discours du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, I. S. Ivanov », *Communiqué du Service des relations extérieures de l'Eglise*, 3 février 2004.

³⁵ « Osnovy sotsialnoi kontseptsii », op. cit., pp. 24-37.

Comité central. Mais un tel projet est parfaitement utopique : il faudrait, pour le mener à bien, réussir à soumettre entièrement l'Église tout en maintenant son autorité. Cette combinaison semble irréalisable, comme l'a prouvé en particulier la crise que l'Église a connue au cours du premier tiers du XX^e siècle. Et il est bien sûr impossible de se passer de l'Église si l'on souhaite former un quelconque « patriotisme orthodoxe » : les citoyens confient leur religiosité au clergé (pour reprendre la formule de Grace Davie), et non à des politiciens et des hauts fonctionnaires, aussi croyants soient-ils.

En principe, la variante cléricale de l'ethno-nationalisme impérial russe ne doit pas être exclue quand on évoque les options possibles pour l'avenir de la Russie. Mais cette variante ne peut être adoptée que par un régime politique plus souple ; or il semble improbable que le groupe qui se trouve aujourd'hui au pouvoir inverse la tendance. Par conséquent, l'Église orthodoxe doit à l'avenir compter sur des initiatives venant d'en bas, tout en sachant que ces initiatives ne peuvent réussir qu'en cas de crise du régime.

La société se trouve actuellement dans un état tel qu'il est permis de penser que les initiatives anti-occidentales, anti-libérales et nationalistes possèdent des chances non négligeables d'être bien reçues. L'Église orthodoxe pourrait en profiter et s'allier avec ces initiatives pour augmenter son influence dans le pays. Traditionnellement, elle préfère toutefois collaborer avec les organes du pouvoir plutôt qu'avec des organisations sociales, quelles qu'elles soient. A court terme, l'Église accordera donc sans aucun doute la priorité à la collaboration avec le pouvoir, d'autant que le système actuel est un système autoritaire. Dans ce contexte, il est peu probable que l'Église orthodoxe parvienne un jour à réaliser ses idéaux.

Ce texte a été traduit par Grégory Rayko.

Les Cahiers Russie sont publiés à Sciences Po par le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, sous la direction de Marie Mendras. Cette collection propose des analyses originales sur la Russie dans des domaines variés : politique intérieure, économie, questions démographiques et sociales, culture et identité, politique étrangère. Elle accueille également des études sur des républiques ex-soviétiques dans une approche comparative et régionale.

The Russia Papers are published by the Center for International Studies and Research (CERI) at Sciences Po University in Paris. The Editor is Marie Mendras. The series offers original analyses on Russia in the fields of internal politics, economic affairs, demographic and social issues, culture and identity, and foreign policy. In a comparative and regional perspective, *The Russia Papers* are open to studies on other former Soviet republics.



SCIENCES PO



ISSN en cours d'attribution
dépôt légal autorisé